

## Libération des femmes : année 2021

« Libération des femmes année zéro » proclamait le numéro spécial de la revue Partisans d'Août 1970.

Bien sûr, nous savions que l'année 1970 n'était pas l'année 0 de la lutte des femmes, que des femmes, depuis toujours avaient lutté pour obtenir droits et dignité : Christine de Pisan au XIVème siècle, Olympe de Gouges qui réclamait pour les femmes le droit de monter à la tribune puisqu'elles avaient celui de monter à l'échafaud, les Pétoleuses de la Commune et puis Marguerite Durand, les Suffragettes, Paule Minck qui revendiquait la libre maternité, Flora Tristan, Simone de Beauvoir et tant d'autres !

Alors nous n'avons pas voulu refaire « l'erreur » des féministes des années 70 et proclamer 2021 l'année 0 de la lutte des femmes, mais nous avons cherché à montrer que d'hier à aujourd'hui les luttes des femmes se répondent, se complètent et se prolongent, nous interrogeant sur la transmission entre les féministes des années 70 et celles qui pourraient être leurs filles, leurs petites-filles même.

La série d'événements qui ont constitué le Festival « Féministes tant qu'il le faudra » organisé par un collectif d'associations dont le Planning 69 et la Maison des Passages a eu

pour objectif de faire se rencontrer les luttes d'hier et celles d'aujourd'hui pour marcher vers celles de demain. Le public a souvent mélangé militantes anciennes et actuelles : échanges et questionnements ont alimenté les débats.

Bien sûr, depuis 1970, des droits ont été acquis sur lesquels il sera difficile de revenir. Mais, comme disait Simone de Beauvoir « rien n'est jamais définitivement acquis. Il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Votre vie durant, vous devrez rester vigilantes ».

Alors oui, nous restons vigilantes et mobilisées !

Et les occasions ne manquent pas de montrer notre détermination à lutter contre le climat nauséabond et les multiples atteintes aux droits des femmes qui marquent cette année des 50 ans du MLF.

Nous étions dans la rue le 28 septembre pour défendre le droit à l'IVG, en France et dans le monde, le 23 octobre pour dire notre opposition

aux violences de l'extrême droite et le 27 novembre nous marcherons contre les violences sexistes et sexuelles.

Partout des voix clament haut et fort qu'il faut que les choses changent et dénoncent des comportements qui nient la dignité des femmes (des enfants même). Les victimes d'inceste (22 000 enfants victimes chaque année selon la Commission inceste), de viol, disent combien les violences qui leur ont été infligées ont porté atteinte à leur intégrité de manière souvent définitive. Les agissements des prêtres pédophiles révélés à travers un rapport publié récemment illustrent combien les gens d'Église ont profité de leur situation d'adultes reconnus et dominants pour marquer à vie leurs victimes. Les féminicides perdurent malgré leur dénonciation. Le harcèlement sexuel se dévoile dans tous les milieux artistiques et culturels. A travers les violences gynécologiques et obstétricales qu'elles subissent, des femmes voient niés leur dignité et leur contrôle sur leur propre corps.

Bien sûr, « la parole se libère », mais que peut cette parole si les auteurs de toutes ces violences restent impunis, que les professionnel.les chargé.es de la recueillir sont si mal formés, que peut cette parole alors que les moyens financiers pour la prise en compte d'une réelle éducation à la vie affective et sexuelle et au respect du corps des femmes ne sont pas à la hauteur.

Et plus que jamais, nous sommes décidées à rester **« Féministes tant qu'il le faudra ! »**

### Ont participé à ce bulletin

Mélanie Atrux-Tallau, Marine Aubry, Margot Béal, Chloé Dautry, Marie-Paule Joannin, Abir Krefa, Malika Mehennaoui, Betty Molin, Christiane Ray, Valérie Radix, Mélanie Villemaud, Lorraine Wiss

## SOMMAIRE

♀	Libération des femmes, année 2021.....	p.1
♀	Chronique d'une passion.....	p.3
♀	Forum d'associations féministes de Lyon.....	p.4
♀	Lecture des années 70.....	p. 5
♀	Les grandes oubliées / Titou Lecoq.....	p.6
♀	Planning Familial 69 : 60 ans d'archives.....	p.7
♀	Nouveau départ pour le DRSSA.....	p.9
♀	Rapport d'évaluation des séances collectives.....	p.12
♀	Les archives et le Planning, journées d'études .....	p.14
♀	Usages militants des archives PF69.....	p.15
♀	Les sages-femmes ont la rage.....	p.17
♀	Le Planning au salon international de l'autisme.....	p.21

♀	Rassemblement pour le droit à l'avortement.....	p.22
♀	Unies contre les violences de l'extrême droite .....	p.23
♀	Gynécologie : une charte de bonnes pratiques .....	p.24
♀	Église catholique : un rapport accablant.....	p.25
♀	Violences sexuelles dans le milieu sportif.....	p.29
♀	Tunisie : soutien à Arroi Baraket .....	p.30
♀	AG Extraordinaire .....	p.32
♀	27 novembre Manifestation contre les violences.....	p.32

**Pour adhérer au Planning Familial 69 :**  
Bulletin en ligne sur :  
<https://don.planning-familial.org/adhesion-69?>

## Chronique d'une passion



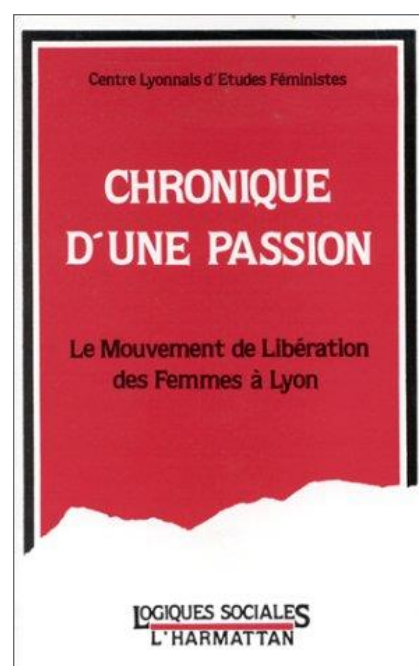
Le festival féministe organisé autour des 50 ans du MLF s'est ouvert par une rencontre : féministes des années 70 à aujourd'hui. Annik Houel et Michelle Zancarini-Fournel ont animé cette première soirée.

L'ouvrage « Chronique d'une passion » paru en 1989 se présente comme une recherche sur l'histoire du mouvement des femmes à Lyon depuis 1968. Les autrices (Annik Houel, Brigitte Lhomond, Catherine Guinchard, Patricia Mercader, Helga Sobota et Michèle Bridoux) ont toutes pris une part active au MLF et ont animé, dans le cadre de l'Université Lumière Lyon 2, le Centre lyonnais d'études féministes (CLEF).

L'ouvrage s'alimente d'interviews de femmes militantes et de nombreux documents réalisés par les différents groupes qui animaient la scène féministe lyonnaise. Trois de ces groupes sont présentés : le Cercle Elisabeth Dimitriev, les Pétroleuses, le Cercle Flora Tristan. Ces trois groupes ont en commun une volonté de structurer le mouvement et cherchent à toucher les femmes défavorisées. Le Cercle Dimitriev et le Cercle Flora Tristan agissent à travers des manifestations (contre la fête des mères, pour l'avortement...) Ils participent aux réunions du Centre des femmes qui a été, entre 1976 et 1980, un lieu de rencontre des féministes lyonnaises... même si les choses n'ont pas toujours été faciles.

Un groupe de lesbiennes existe au centre des femmes à partir de février 1976 et publie un journal « Quand les femmes s'aiment ».

Ces groupes ont ouvert la voie aux féministes d'aujourd'hui... même si les façons de militer ne sont plus les mêmes, les analyses de la société prennent en compte de plus larges domaines (femmes racisées, intersectionnalité...), les revendications s'adressent à un public plus large et plus varié.



Et le souhait qui termine « Chronique d'une passion » peut nous inspirer encore aujourd'hui : « **Reste à penser l'utopie, une société où les rapports de sexe comme rapports de domination seront abolis** »

C.R.



## **Forum des associations et structures féministes de Lyon**

A l'occasion du festival « Du MLF à aujourd'hui : 50 ans de luttes des femmes » le 9 octobre, à la Maison des passages, étaient réunies de nombreuses associations et structures féministes de Lyon.

Avec le Planning 69, sa table de presse et son expo des 60 ans, se sont côtoyés beaucoup de partenaires plus ou moins réguliers. Viffil proposait en plus d'une présentation de son action, un certain nombre de brochures dont une très complète sur le logement pour les victimes de violences conjugales. Filacions présentait ses outils pédagogiques et ses actions, dont le Festival Brisons le silence (voir programme joint à ce bulletin). Metoo Lyon a pu renseigner les visiteur-euses sur les groupes de paroles et permanences d'écoute. Osez Le Féminisme exposait un certain nombre de publications. Le syndicalisme était également représenté avec une banderole impressionnante et a pu informer sur le collectif Femmes / Hommes Tous des *Lyonnes* de l'UD CGT du Rhône et de la Métropole. Impact organisait un atelier d'autodéfense féministe, autodéfense physique et verbale. En plus de la vaste table installée par des militantes et contenant des trésors de publications (livres, journaux plus ou moins éphémères, revues) conservées depuis les années 1970, la librairie La Madeleine avait une très chouette sélection d'ouvrages féministes, pour adultes et pour enfants. En plus d'une buvette, il y avait un stand de fabrication de badges qui a ravi les mêmes... et les autres. C'était un moment convivial et riche d'échanges : on rêve de retrouver des occasions comme celles-ci, plus propices que les réunions et les manifs, pour se parler et être ensemble.

**M.AT.**

## **Le festival féministe : des conférences, des rencontres, du foot et aussi du théâtre.**

Deux pièces de théâtre ont approché, à travers le spectacle, des situations variées de femmes.

La pièce « Le ventre de la baleine » met en scène une seule actrice : elle incarne Aphrodite, déesse de l'amour, qui dévoile peu à peu les contours du trou noir dans lequel a sombré son existence. La pièce progresse vers une violence qui la laissera aux bornes de la folie – de la mort ? – A la fin de la représentation, le silence règne dans la salle tellement la violence est rendue de manière remarquable par l'actrice Garance Picque du Théâtre des Cinq Jardins.



La pièce « Space invaders » au Théâtre du Point du Jour évoque le féminicide d'Estrella, fille d'un colonel responsable de séquestrations, de tortures et d'assassinats dans le Chili de Pinochet. Là aussi, l'émotion était palpable servie par une mise en scène rapide et violente.



**C.R.**



## Lectures des années 70...

Lors du forum des associations organisées à la Maison des Passages le samedi 9 octobre, une table de presse présente quelques exemples des lectures des féministes des années 70.

Journaux et ouvrages divers sont sortis du Centre de documentation du Planning ou de bibliothèques personnelles. Cette exposition – un peu rétro ! – connaît un grand succès ! les journaux surtout sont abondamment consultés, photographiés, commentés. « Ah bon, tout ça a vraiment existé, mais on ne connaissait pas ! » disent les personnes qui s'approchent de la table.



Et pendant les quelques heures de l'exposition, la transmission s'effectue !

Une bibliographie qui recense ouvrages féministes d'hier et d'aujourd'hui est jointe à ce bulletin. Tous ces ouvrages sont au centre de documentation du Planning 69. Tout le monde peut venir les consulter sur place et si vous êtes adhérent.e.s au Planning vous pouvez les emprunter (selon leur disponibilité bien sûr).

C.R

---

## « Notre corps, Nous-mêmes » à la Bibliothèque Municipale de Lyon Part-Dieu.



Dans le cadre de la programmation « **A corps et à cris, condition de vies des femmes et mobilisations féministes** », le Planning 69 participera le mardi 23 novembre de 18h 30 à 20h30 à la rencontre avec Naïké Desquennes, co-auteurice de la nouvelle édition de l'ouvrage historique « **Notre corps, nous-mêmes** ».

Venez nous rejoindre pour redécouvrir ensemble cet ouvrage collectif.

Entrée gratuite dans la limite des places disponibles,

MP.J.

## Les grandes oubliées.

### Pourquoi l'Histoire a effacé les femmes /Titiou Lecoq<sup>1</sup>

Rencontre avec Titiou Lecoq.

Dans le cadre des événements organisés autour des 50 ans du MLF, une rencontre a eu lieu avec Titiou Lecoq à la librairie La Madeleine<sup>2</sup>.

Titiou Lecoq déclare qu'elle n'a pas voulu faire une œuvre trop « universitaire », mais parler à toutes les femmes.

Lors des rencontres en librairies qu'elle a faites autour de son ouvrage sur Balzac (« Honoré et moi »), à l'occasion de ses recherches pour cet ouvrage, elle s'est rendu compte que les femmes du XIX<sup>e</sup> siècle avaient bien peu de place. Les femmes du XIX<sup>e</sup> siècle, mais aussi les autres... du paléolithique à notre époque ! Elle a donc entrepris des recherches historiques, elle qui n'est pas historienne et elle a découvert des « travaux géniaux » qui vont alimenter son ouvrage.

« Les grandes oubliées »

Au XIV<sup>e</sup> siècle déjà Christine de Pisan écrit sur les femmes que l'histoire a oubliées. Titiou Lecoq affirme qu'elle n'a pas la prétention de « présenter une histoire exhaustive des femmes en France métropolitaine du Paléolithique à nos jours ». Il s'agit de nous raconter ce qu'on ne nous a pas dit en classe.

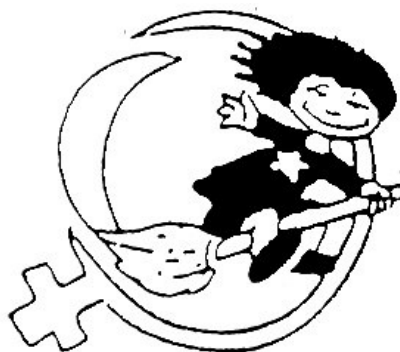
En effet on nous parle des « hommes préhistoriques »... mais pas des femmes.

Qui sait que les femmes aussi ont bâti des cathédrales ? qu'elles représentent les trois quarts des 30 000 à 60000 personnes envoyées au bûcher, « sorcières » massacrées entre 1560 et 1630. ? Qui connaît Jeanne Bouvier, Madeleine Pelletier, Paule Minck, militantes du XIX<sup>e</sup> siècle ?

L'ouvrage présente aussi « toutes les femmes qui ont agi, régné, écrit, milité, créé, combattu, crié parfois ». Il redonne vie à des visages effacés, raconte ces invisibles, si nombreuses qui ont modifié le monde.

Mais la pensée sexiste existe toujours au XXI<sup>e</sup> siècle comme au Moyen-Age et il nous faut apprendre notre histoire et savoir que nos luttes d'aujourd'hui sont les héritières de celles d'hier.

C.R.



<sup>1</sup> Cet ouvrage est au centre de doc du Planning 69

<sup>2</sup> Librairie La Madeleine, 16 rue de la Madeleine, 69007 Lyon, 09 53 20 39 14.

## ***Planning familial 69 : 60 ans d'archives***

Le Planning Familial fête cette année ses 60 ans d'existence. A cette occasion, nous avons eu l'envie de plonger dans ses archives et d'explorer son histoire en partie méconnue. Notre idée initiale : faire une exposition en ligne à partir de documents issus de nos archives. Un petit groupe de militantes, accompagnées par notre documentaliste, a donc ouvert les placards, les classeurs, les dossiers, à la recherche de documents qui pourraient représenter 60 ans de la vie du Planning Familial. Nous avons été confrontées à un foisonnement d'archives, certaines étant classées, d'autres dispersées à différents endroits, mais aussi à une relative absence de documents sur certaines périodes, notamment les années 60 et 70.

### **Une histoire militante**

Pour chaque document présenté, nous avons créé une « notice » qui resitue son contexte, nous avons apporté des éléments historiques, nous avons partagé des ressources bibliographiques. Pour autant, il ne s'agit pas d'une démarche d'historiennes : nous avons aussi interrogé ces documents avec nos questionnements de militantes d'aujourd'hui. Nous avons été émues par des photos, des écritures, des vieux tracts, des belles affiches. Nous avons « redécouvert » des événements oubliés (une permanence lesbienne, la pratique d'IVG illégales dans les années 1980...). Nous nous sommes interrogées sur les évolutions de notre société dans les représentations du corps...



Depuis les documents de création de l'association en juillet 1961, jusqu'à aujourd'hui nous avons retrouvé quelques moments-clés du développement du Planning familial du Rhône, des premières initiatives sur l'éducation à la sexualité à la création de Superféministe, en passant par les IVG précoces des années 1980 et les attaques fascistes des années 1990.

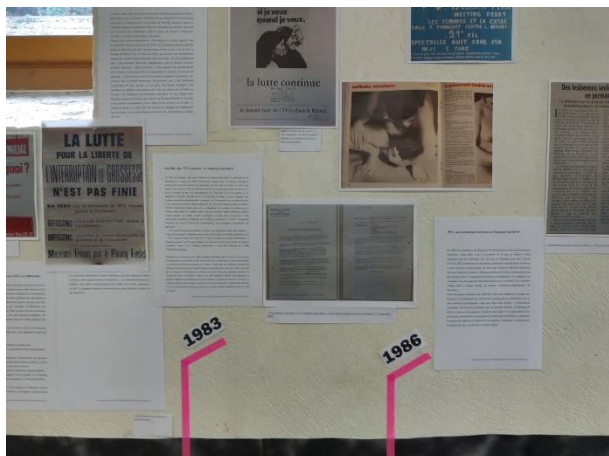
### **Un projet évolutif**

Tout au long de l'été, nous avons présenté des documents, accompagnés d'une notice et des ressources complémentaires, sur le site du Planning 69 et sur le blog Super Féministe. Ces documents ont ensuite été regroupés dans une frise consultable en ligne. Cette exposition a fait partie du programme des Journées du Matrimoine en septembre 2021. Ce travail est loin d'être terminé, et nous espérons le poursuivre en complétant cette exposition au fil de nos découvertes.

Parce que nous interrogeons régulièrement le rapport à la mémoire, le lien à l'Histoire, il nous a semblé évident de proposer cette exposition dans le cadre du festival « Du MLF à aujourd'hui : 50 ans de lutte des Femmes. Féministes tant qu'il le faudra ! » qui s'intéresse à la transmission intergénérationnelle. Pour cet événement nous avons donc créé une version physique, papier (et low-tech) de l'exposition, qui a été présentée le 9 octobre à la Maison des Passages lors du Forum des associations organisé à cette occasion. La frise, reproduite sur un grand mur, a permis de montrer tous les documents ayant déjà fait l'objet d'une notice, ainsi que des images pas encore documentées. De nombreuses personnes ont pris le temps de lire et regarder, en s'entretenant avec celles qui étaient là pour présenter l'exposition. Des post-it avaient été mis à disposition pour permettre aux



visiteur.ses de suggérer des idées de moments forts à documenter ou pour partager leur expérience avec le Planning (souvenirs de lycéennes, premières manifs, actions).



Nous vous invitons, vous aussi, à nous aider à compléter cette frise par vos témoignages sur votre lien avec le Planning Familial, vos souvenirs des luttes féministes, vos suggestions sur les dates qui pourraient figurer sur cette expo.

Pour cela il vous suffit de nous écrire à l'adresse : [documentation@planningfamilial69.fr](mailto:documentation@planningfamilial69.fr) :

Ce travail, en cours, s'enrichira de toutes les contributions volontaires de ceux qui souhaiteraient participer à ce travail militant. Les nouvelles notices viendront s'ajouter à celles déjà en ligne, qui sont rassemblées sur la frise chronologique.

Pour retrouver l'exposition en ligne :

<http://superfeministe.blogspot.com/2021/09/60-ans-darchives-lexpo-en-ligne.html>

Archives du Planning familial du Rhône

JULY 1979

## 1979, LE PLANNING FAMILIAL 69 S'INSTALLE À VILLEURBANNE

Installé rue de Thou jusqu'en 1966, puis au 6 quai de Serbie, l'association départementale du Planning familial du Rhône déménage ses locaux en juillet 1979 pour s'installer au 2 rue Lakanal, à Villeurbanne. L'appui de la municipalité villeurbannaise permet d'envisager des actions de plus d'ampleur, même si l'activité à la fin des années 1970 est déjà importante.


[Notice complète et bibliographie](#)

Affiche « Le planning Lyon c'est quoi ? », 1979

M.AT, V.R



## ***Nouveau départ pour l'équipe du DRSSA !<sup>3</sup>***

Marion. et Marion sont venues rejoindre Elise dans l'équipe du DRSSA et remplacer Isabelle, partie fin juin et Marine, qui quitte l'équipe en cette fin octobre après un mois intense de passation. Le dernier jour de Marine a été l'occasion d'une petite interview 

CDA : C'est drôle parce qu'on a fait cet exercice l'année dernière dans l'autre sens !

MAU : Telle est l'interviewée qui croyait interviewer !

CDA : Est-ce que tu peux te représenter pour les lecteurs et les lectrices ?

MAU : Je suis Marine Aubry, j'ai travaillé comme animatrice de prévention au Planning pendant 5 ans et demi. J'ai été recrutée sur un des 3 postes sur le DRSSA et je suis restée sur ce poste sur les 5 ans et demi.

CDA : C'est sans doute pas facile de réaliser que ça se termine, mais est-ce que là tu as des choses que tu aurais envie de partager de cette expérience ?

Moi ce dispositif je l'ai porté, et aussi supporté. C'est un dispositif qui prend du temps, de l'espace au-delà des heures de travail effectif : ça a été énormément d'organisation de porter le dispositif à 3 puis à 2 puis de nouveau 3. C'est un dispositif dont je vois vraiment la pertinence, je trouve ça vraiment intéressant d'avoir une latitude pour imaginer des actions, un pilotage avec les collègues et des possibles orientations, c'était pas quelque chose qui était coulé dans le marbre, et ça c'était super que ce soit dynamique. Et ce que j'ai trouvé super intéressant, mais c'est sans doute vrai pour plein d'actions du Planning, c'est d'être à plein d'endroits différents d'actions : à la fois sur le terrain et de se rendre compte de ce qui se passe et de le faire remonter pour en faire du plaidoyer, améliorer nos pratiques, en faire de la formation... ça je trouvais ça super intéressant !

Et...que la campagne ça vous gagne ! Un truc très spécifique sur ce dispositif c'est qu'il est en milieu rural et péri-urbain. Ça amène plein de choses à creuser sur les étiquettes qu'on met, comment les personnes sur ces territoires le captent et ce qu'elles en font. Il y avait plein de particularités sur ce dispositif qui font que ça donnait du sens : sur l'implantation géographique, les structures sur lesquelles on intervient, les MFR, qui demandent de la souplesse et en même temps qui sont hyper riches : les MFR et leurs professionnel-les, les formateurs-trices, quand ça se passe bien c'est top pour les jeunes ! Sur le volet création, la marge de manœuvre qui permet d'ajuster et de mettre du sens dans ce qu'on fait j'ai trouvé que c'était ce qu'il y a de mieux.

CDA : C'est un peu la question piège que tu m'as posée la dernière fois [rires] mais si tu avais 3 mots pour décrire ton expérience au Planning tu choisirais quels mots ?

MAU : Même si c'est trop moche comme mot je dirais d'abord... « nourriture ». Pas parce qu'on mange bien dans les Monts du Lyonnais [rires] mais parce que ce que j'ai fait sur le dispositif et au Planning ça m'a vraiment nourrie. « Couteau-suisse » aussi, parce que ça me plaisait bien de toucher à plein de choses différentes, et j'ai l'impression que les salariées du DRSSA c'est des vraies couteaux-suisse. Le dispositif le demande mais on est aussi amenées soi-même à se penser sur plein de casquettes différentes en même temps, des géo-trouve-tout ! Être à la fois sur de l'individuel, du collectif, du partenariat, avoir l'historique de comment ça se passe dans les structures... « nourriture », « couteau-suisse »... on est sur le champ lexical du bivouac là !!

---

<sup>3</sup>« Dispositif Ressources Santé Sexualité Ados » sur les Monts et Vallons du Lyonnais, où 3 salariées animent des interventions collectives et tiennent des permanences pour des entretiens individuels auprès de publics jeunes

CDA : Il manque presque plus que le mot « itinérance » !

MAU : En vrai ça pourrait être le 3<sup>e</sup> mot, ma voiture ma bataille ! j'ai passé beaucoup de temps dans ma voiture, je me suis rendu compte que c'était super ce temps de voiture ça me permettait de compulser les informations, de les vivre, de les faire redescendre. Par exemple après certains entretiens individuels, au Centre de Planification ce temps-là on l'a pas forcément, c'est sur le chemin quand tu rentres chez toi que tu l'as, mais là ma voiture ça a été un vrai sas, ces trajets dans des conditions parfois très chouettes, parfois très dures.

Mais le 3<sup>e</sup> mot ça pourrait être « tourbillon » : d'actions, d'envies, de pas forcément avoir le temps aussi, 3 petits tourbillons sur le DRSSA, parfois tous ensemble en grand cyclone, et parfois on se rencontre pas et ça fait 3 petits tourbillons les uns à côté des autres. Voilà.

CDA : Par rapport à tes envies, je voulais savoir si tu as des choses dont tu es fière, ou tu es contente que ça ait eu lieu ?

MAU : Là tout de suite vu que je suis en train de clôturer j'ai plus en tête les frustrations de ce que j'ai pas pu mettre en place ; après, des fiertés, il y a toujours des séances collectives où on sort et on est trop refaite de comment la dynamique de groupe s'est faite, où tu sens que sur 2h y a des choses qui ont bougé, des jeunes qui te repèrent. Et un truc où à chaque fois je trouve ça dingue, c'est les permanences individuelles dans les structures, où des jeunes sont en train de se vanter juste à l'extérieur de la porte de la permanence, de se dire des insultes sexistes, et le seul fait de rentrer dans cette permanence, ils se posent et sans crier gare, ils déballetent des trucs hyper persos, hyper intimes, où ils sont en situation de vulnérabilité devant leurs potes. Et je suis bouche bée devant cette capacité-là. Et je sais pas si j'en suis fière, mais à chaque fois ça donne du sens au fait qu'on soit là, à chaque fois ça me laisse pantoise.

Ce que j'ai bien aimé aussi c'est construire des actions du début à la fin. Construire le temps de sensibilisation/formation des animateurs-trices des MRJC, ça a été pensé en équipe, on l'a retravaillé, on a fait ce temps-là, c'était super. Il y a eu tout un lien autour de toutes les étapes ; Les co-constructions de séances de MJC avec les animateur-trices du territoire c'était chouette aussi. Mais aussi un truc qui était plus difficile pour moi, c'est le fait de mettre en synergie les acteurs du territoire, et de se rendre compte que ça marche et que les personnes ne se rencontrent pas ailleurs, c'est chouette de voir qu'on peut le faire ! Vraiment de construire le tout du début à la fin.

CDA : Tu dis ça m'a beaucoup nourrie, est-ce qu'il y a des choses que tu as envie d'emmener avec toi ? Où tu sens que tu vas partir avec ?

MAU : Le DRSSA ça a été une partie de ma vie professionnelle, mais ça va être mon socle : les éléments qui selon moi n'ont pas marché, marché,... je vais repartir avec tout ! Je pense que j'ai tout dans un coin de ma tête et j'ai envie de tout emmener.

CDA : Et quand tu parles de frustrations, est-ce que tu as envie de me dire à quoi tu penses ?

MAU : Des choses pour lesquelles on a pas eu le temps ou l'énergie. Je pense à faire du lien avec les professionnel.les de santé sur le territoire, pour se positionner dans ce champ-là. Ça a été peu fait même si Betty avait fait une rencontre avec une association qui s'appelle les Caducées qui regroupe les professionnel.les de santé mais la soirée qu'on avait pré-pensée avec Elise, Isabelle et Marion n'a pas pu avoir lieu. Et on a eu la demande d'une liste de soignant.es safe sur le territoire, et je serais bien en peine de répondre parce qu'on a quand même peu de liens et rencontres, et je trouve que ça manque quand je fais le pendant avec le Centre de Planification où c'est quand même le gros de notre travail.

...Et j'aurais adoré faire 2 trucs ! Faire un mini film en mode « Bref, je travaille au DRSSA », avec

toutes les anecdotes, la préparation, le gros sac de tortue... ça aurait été super drôle et un super outil de communication. Et aussi plus d'événements, autour par exemple de l'anniversaire du DRSSA, qui fête la majorité du DRSSA, des temps sans objectifs de partenariats mais juste pour célébrer ce qu'on fait. Et puis aussi le manque de temps mais ça j'ai l'impression que c'est vécu par tout le monde au Planning.

**CDA : Est-ce que tu as une ressource qui t'a bien servi, fait changer ton regard, que tu aurais envie de partager ?**

MAU : Le dernier truc en date qui m'a fait bouger et me questionner sur comment je fais les choses, c'est le manuel d'anatomie inclusif, « Nos sexes sont politiques » du Planning initié par Raphaëlle de l'AD13<sup>4</sup> qui parle des anatomies des personnes intersexes, des personnes trans, et du vocabulaire qu'on utilise peu dans les séances finalement. Par exemple parler du clitoris et du pénis oui, mais du dicklit moi j'ai jamais vu en parler. Ça m'a beaucoup questionnée et ça continue de me questionner sur comment en parler, comment faire exister ces questions. A la fois ça m'a donné un support, une assise, ça m'a appris beaucoup de choses, et à la fois ça m'a posé aussi beaucoup de questions, et c'est une réflexion en construction. Par exemple sur les séances sur la contraception, sur la puberté, parfois je l'aborde, parfois pas, parfois ça vient du groupe, et c'est encore balbutiant. Et dans un dispositif où on est seule en animation, c'est aussi un espace de laboratoire pour faire des tests, plus facilement parfois que quand on a une coanimation. Et du coup je pense que tout le monde devrait le lire, ou en faire un arpentage ensemble, et voir comment on peut l'intégrer en séances collectives et en entretiens individuels.

Et tous les jeux qui sortent sur les questions d'éducation sexuelle. J'ai l'impression que depuis 2 ans il y en a plein qui sortent et ça me ravit ! Avec notamment plein de supports sur lesquels on est alignés politiquement, là on voit que ça bouge, et c'est trop bien !

**CDA : C'est une question peu évidente, mais où est-ce que tu en es maintenant, et quelle place tu penses donner à ces thématiques là pour la suite ?**

MAU : C'est complètement flou pour la suite. Au niveau professionnel je me pose la question de la poursuite. Toutes les portes sont ouvertes et c'est enthousiasmant ; et en même temps je me sens à ma place dans ces espaces, thématiques et avec ce public là ; et je me rends compte que j'aime bien aussi le public adulte. Donc pour l'instant c'est flou mais je crois que j'aimerais bien continuer à travailler ces questions-là.

Et pour la suite, côté dispositif, il est aujourd'hui reparti sur ses 3 jambes, avec l'arrivée de Marion et Marion. Et peut-être que mes frustrations seront comblées par d'autres personnes à d'autres moments, ou il se passera d'autres choses très cool. Je pense que je vais suivre ce qui se fait parce qu'il me tient à cœur ce dispositif.

**CDA : Est-ce que tu as d'autres choses que tu aurais envie de partager ?**

MAU : Ça tombe bien ce moment parce que ça me permet d'écrire la fin de cette page-là. Et j'espère que tout le monde va continuer de tourbillonner, d'être couteau-suisse, même si je pense que c'est parfois important de refermer un peu les modalités du couteau, de pas être déployées dans toutes nos potentialités. Et j'espère que tout le monde continuera de festoyer pour des festins alimentaires et intellectuels !! Et se célébrer !

**CDA : Merci beaucoup Marine, et bonne suite !!**

**MAU : UN IMMENSE MERCI CHLOE**

**C.D et M.A**

<sup>4</sup>Association Départementale du 13 (Bouches-du-Rhône)

# Présentation du rapport d'auto-évaluation du Planning familial du Rhône sur les séances collectives d'éducation à la vie affective et sexuelle (EVAS)

## Une auto-évaluation collective et partenariale

2019-2020 | L'équipe du PF69 souhaite évaluer si les modalités d'intervention proposées correspondent aux besoins du public jeune rencontré, et permettent de répondre aux objectifs du PF69. L'équipe souhaite aller au-delà des bilans effectués grâce aux questionnaires de fin de séance.

Sept. 2020 | Constitution d'un comité d'évaluation formé par des membres salariées du Planning Familial 69 et de professionnel·les éducatif·ves partenaires, et accompagné par l'Observatoire Régional de la Santé (ORS) et l'Instance Régionale d'Education et de Promotion Santé (IREPS) Auvergne-Rhône-Alpes.

### Deux questions clés

1. Est-ce que les séances répondent aux besoins des jeunes ?
2. Est-ce que notre activité telle que nous la déployons permet d'atteindre les objectifs que l'on s'est fixés ?

Février-Mars 2021 | Collecte de données qualitatives et quantitatives.

- Littérature de référence sur cette thématique
- Observation de 7 séances de 2h
- Diffusion d'un questionnaire - 104 réponses
- Entretiens auprès de 9 jeunes, 3 professionnel·les et 6 intervenantes du PF69

Juin 2021 | Bilan de l'évaluation qui nous permet de répondre aux questionnements internes. Elle constitue également une nouvelle source de données probantes sur le sujet, qui, nous l'espérons, pourra contribuer à d'autres études sur le sujet.

## Objectifs des séances collectives d'EVAS pour le Planning Familial du Rhône

Favoriser le bien-être et le libre choix de chacun·e en matière de vie affective et sexuelle.

- permettre d'ouvrir un espace positif de discussion, de pensée et de partage de connaissances autour de la vie affective et de la sexualité
- permettre aux personnes d'acquérir des connaissances sur la vie affective et la sexualité, les moyens de réduire les risques liés à la sexualité et les droits dont elles disposent dans ce domaine (contraception, IVG, recours en cas de violences, etc.)
- permettre d'identifier des sources d'informations fiables et lieux ressources en matière de vie affective et sexuelle.

### Les séances collectives d'EVAS du Planning familial du Rhône

#### 2 équipes d'intervenantes salariées

- une basée à Villeurbanne
  - une dans l'ouest lyonnais (Dispositif Ressources Santé Sexualité Adolescent.es)
- Des séances de 2h auprès de jeunes de **13 à 20 ans** dans leur établissement scolaire
- En 2018, **222 séances** collectives en établissements scolaires ou d'enseignement spécialisé, qui ont bénéficié à **2571 jeunes**.

→ En co-animation dans l'Education Nationale, avec un·e professionnel·le de l'équipe éducative formé·e à l'EVAS.

→ Ou 1 intervenante du PF69 seule dans les autres cas.



## Résultats de l'évaluation

L'évaluation menée a permis de confirmer la pertinence et la qualité des contenus et formats proposés en intervention auprès des jeunes. Elle a également permis d'identifier des axes d'amélioration qui seront travaillés à court, moyen et long terme.

De bonnes pratiques à formaliser et valoriser

Les contenus informatifs amenés par les intervenantes du PF69 répondent bien à une partie des nombreux besoins des jeunes en matière d'information sur la vie affective et sexuelle, en s'adaptant à chaque groupe.

82% des jeunes ont trouvé les informations utiles

92% d'entre elles-eux ont trouvé que les échanges étaient intéressants

Le cadre instauré et la posture d'écoute et de non jugement des intervenantes permettent de créer un espace propice à des échanges libres et respectueux.

" On discutait librement "

82% des jeunes interrogés se sentent à l'aise pour écouter l'intervenante durant la séance, et 78% pour s'exprimer devant le groupe.

Le statut des intervenantes en tant que personnes extérieures répond au besoin des jeunes d'avoir des espaces de discussion hors de leur quotidien.

Les séances permettent le développement des compétences psychosociales des jeunes : capacité à avoir conscience de soi, à avoir de l'empathie pour les autres ou encore à avoir une pensée critique. Identification de pistes d'amélioration pour être au plus près des besoins des jeunes, et répondre aux objectifs fixés en interne au Planning Familial du Rhône.

- Varier les modes d'expression et d'organisation des séances afin de permettre la participation et l'expression des besoins de tou·te·s, notamment des filles et des plus jeunes qui se sentent moins à l'aise dans l'expression devant le groupe.
- Formaliser et varier les méthodes pédagogiques afin de s'adapter à la diversité des besoins en termes d'apprentissages et ainsi renforcer l'appropriation des ressources. Travailler notamment à une meilleure appropriation des lieux et personnes ressources.
- Veiller à intégrer les besoins des jeunes non traités en termes de contenus thématiques (ex : alcool et drogues), notamment en faisant du lien avec les autres actions de prévention existant sur ces champs.
- Consolider les relations partenariales afin de créer des conditions organisationnelles les plus propices pour les jeunes, les professionnel·les des établissements et les intervenantes.

" J'aurais voulu 3 "

### Les besoins et attentes des jeunes

L'évaluation a permis d'identifier et confirmer certains besoins :

- **Besoin d'information** sur la vie affective et sexuelle
- **Besoin d'espaces d'échanges**, d'écoute et de partage de connaissances autour de la vie affective et de la sexualité, dans un climat respectueux et sans jugement.
- **Besoin d'espaces d'expression auprès d'adultes de confiance** sur leurs questionnements et/ou leur mal-être.
- **Des besoins variés** en terme de contenu et de formats, qui nécessitent de partir des questionnements de chaque groupe pour être au plus près de leurs besoins spécifiques.
- **Des besoins importants**  
30% des jeunes sondés auraient souhaité que les séances durent plus longtemps

Équipe interventions extérieures du Planning 69

# Les archives et le Planning Familial, journées d'études du LARHRA <sup>5</sup> Université Grenoble-Alpes.



Les 15 et 16 septembre 2021 se sont tenues, à l'initiative d'Irène Favier et Amélie Nuq, et en visioconférence, deux journées d'études intitulées « Pour une histoire décentrée des Plannings familiaux : états des lieux documentaire et historiographique. »

Une cinquantaine de personnes se sont retrouvées sur deux demi-journées afin d'écouter les contributions au programme et d'échanger ensemble : universitaires, militant.es, professionnelles de l'information, étudiant.e.s



Le Planning sollicité pour participer a pu présenter plusieurs contributions. Le groupe « archives » du Planning (qui compte trois personnes pour l'instant) instauré par le congrès de 2019 a présenté sa feuille de route : essayer de développer une culture de l'archivage au sein du mouvement, que ce soit au niveau confédéral ou dans le réseau des associations départementales et régionales. Un guide pratique d'archivage a été rédigé et mis à disposition du mouvement. Une partie des archives confédérales a été déposée aux archives du féminisme d'Angers soit un fonds de 29 mètres linéaires (280 boîtes) qui s'intéresse à la période 1962-1987. Un outil de recherche <sup>6</sup> est disponible en ligne.

Le Planning 69, a illustré l'usage militant qui peut être fait des archives, Valérie nous présente cette intervention dans l'article suivant.

Les trois documentalistes du Planning (Paris, Grenoble et Villeurbanne) ont fait part de leur implication dans la gestion des archives de leur association et des questionnements qu'elles rencontrent.

L'association du Rhône et de l'Isère ont fait le choix de conserver les archives de leur association sur site, archives plus ou moins classées et répertoriées dont l'accessibilité est gérée par les documentalistes.

La préparation de ces journées a permis aux documentalistes d'échanger sur leurs pratiques et usages avec les archives, plusieurs questions communes aux trois sites restent d'actualité :

- Quels temps pour le traitement de ces archives ?
- Quelle valorisation ?
- Quelle communicabilité ?
- Quelle sauvegarde et traitement des archives numériques ? crainte d'une perte de mémoire ?
- Quels avantages et/ou inconvénients d'un versement de nos archives et vers qui le faire (archives départementales, archives du féminisme...)?

<sup>5</sup> Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes

<sup>6</sup>[https://documentation.planning-familial.org/GED\\_SKH/190863591804/inventaire\\_asso\\_mfpf.pdf\\_0.pdf](https://documentation.planning-familial.org/GED_SKH/190863591804/inventaire_asso_mfpf.pdf_0.pdf)

Ces journées ont été aussi l'occasion de se remémorer divers chapitres de l'histoire du Planning : dans le Nord, en Bretagne, en Midi- Pyrénées, au Maghreb et au Moyen Orient...

Un travail de collecte de témoignages est en cours au Planning de l'Isère, il montre l'importance des sources orales qu'il ne faut pas négliger.

D'autres associations du champ de la santé sexuelle ont témoigné de leurs pratiques, en particulier l'association Aides qui a embauché une professionnelle archiviste sur son siège parisien.

A été également présenté le retour d'expérience de la création des ateliers « genre et féminismes » au MUCEM<sup>7</sup> de Marseille en lien avec le Planning des Bouches du Rhône

Ces journées devraient faire l'objet d'une publication. La richesse des présentations et des échanges nous a rappelé que les archives des associations militantes sont précieuses pour garder en mémoire les luttes menées, pour pouvoir transmettre leur histoire. Il est indispensable de les conserver, les traiter, les rendre accessibles et urgent de s'interroger sur les nouveaux supports : le papier s'accumulait par « sédimentation » mais qu'en sera-t-il des documents numériques ? À suivre...

MP.J.

## *Usages militants des archives au Planning Familial 69*

A quoi servent les archives, à part occuper nos placards, et parfois donner du travail aux historien.nes ? Plus précisément, comment une association militante utilise-t-elle ses archives ? A l'occasion des journées d'études sur les plannings familiaux, il nous a semblé intéressant de retracer la diversité des usages que nous faisons de nos archives au Planning 69 (et plus généralement de parler de notre rapport à la mémoire militante). Cet article est une synthèse de la communication faite lors de cette journée, il ne peut malheureusement montrer l'ensemble des documents présentés dans le diaporama...

### **D'abord un constat : la vie militante est créatrice d'archives**

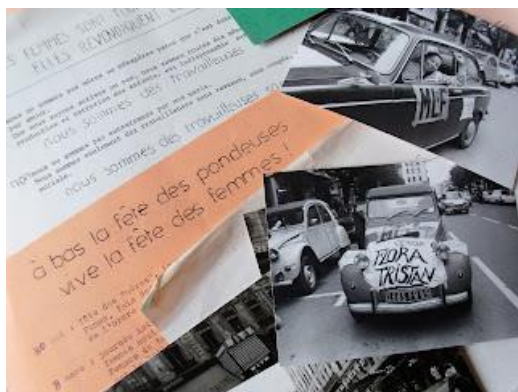
L'action politique, qui vise à rendre publiques des revendications, s'exprime par de multiples affiches, tracts, pancartes, par du matériel militant telles que les capes des super féministes, des banderoles (ou leurs photos) ... La vie associative est à l'origine aussi de nombreuses productions écrites (bulletin, compte-rendu de réunions, rapports d'activité...). Avec l'évolution des pratiques numériques, c'est encore un matériau supplémentaire qui s'accumule : par exemple la création du blog super féministe a laissé depuis 10 ans de nombreuses traces de nos actions et prises de positions, des photos de nos mobilisations...

### **Du document à l'archive...**

Il ne suffit pas d'accumuler : l'archivage suppose une pratique de conservation et de classement. Nous avons la chance d'avoir une documentaliste qui veille au grain. Des stagiaires, des militantes ont contribué au classement de certains documents, mais il reste encore beaucoup à faire, sur les archives du passé dont certaines sont encore en cartons, sur les traces à garder de notre action présente (tri, sauvegarde de documents numériques...)



<sup>7</sup> Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée.



Le Planning 69 a eu parfois une démarche volontariste pour travailler à la mémoire de l'association, voire susciter le recueil d'archives personnelles. Ainsi pour ses 30 ans, un numéro spécial du bulletin a retracé l'histoire de l'association et recueilli les témoignages de ses fondatrices. En 2006, c'est même un documentaire qui a été réalisé par les militantes sur la création du Planning. Aujourd'hui, nous essayons de systématiser le recueil des photos de nos divers événements.

## Archives et mémoire des luttes

Un de nos grands avantages en tant que vieille association est de mêler plusieurs générations de militantes. Une transmission intergénérationnelle se produit d'abord de manière informelle, à travers les pratiques collectives de militantisme ou des moments conviviaux : en croisant nos regards, en échangeant sur nos expériences. Les occasions sont multiples de comparer les thématiques abordées ou les formes de luttes selon les époques, de voir ce qui est resté dans un angle mort, ou au contraire était déjà traité mais avec d'autres approches

Nous avons aussi des pratiques plus formelles pour mettre en avant les expériences de nos aînées : la rubrique Féministosauve du blog, par exemple, a proposé des interviews de militantes des années 70, a présenté des livres historiques du féminisme... Cette année, une rencontre a été organisée avec une militante du Planning qui fut aussi membre du cercle Flora Tristan (et de bien d'autres associations d'ailleurs).

La mémoire des luttes se travaille. Il s'agit de connaître notre histoire, et comment elle s'inscrit dans une histoire plus vaste. Plusieurs actions ont été menées dans ce sens ces dernières années :

- le 1<sup>er</sup> bar féministe (2011) avait pour thème « les féminismes » et proposait une exposition interactive à partir d'extraits de revues anciennes ou récentes, de photos à découper...
- l'exposition « Lesbianisme et féminisme : plan cul ou grand amour ? » (2013) revenait sur l'histoire mouvementée de la place des lesbiennes et de l'inclusion des problématiques LGBTQI+ dans le mouvement féministe
- Et nous avons travaillé en 2021, pour les 60 ans du Planning 69, à une exposition numérique sur son histoire. La plongée dans les archives nous a permis de redécouvrir des pratiques, des manières de penser ou de représenter le corps, des styles graphiques, des événements méconnus (comme la création d'une permanence lesbienne en 1986).



Cette mémoire de l'association est utilisée pour recontextualiser des débats, donner de la profondeur historique à nos analyses

Par exemple, nous avons réalisé une mini-expo à partir d'articles de presse sur la lutte de Saint Nizier lors d'un débat sur la prostitution en 2014. Nous avons projeté le film « Histoire d'A » en 1993 pour les 30 ans du PF69. Lors de débats publics (« la non-mixité ») ou internes (« la gestation pour autrui », « l'universalisme »...), nous faisons un détour par l'Histoire pour resituer les questions actuelles. Nous aimons nous laisser questionner par le féminisme du passé, avec la projection d'un documentaire





(« Regarde, elle a les yeux grands ouverts »...) ou encore un arpentage - outil d'éducation populaire de lecture collective (« Chronique d'une passion »).

### **Il s'agit enfin de faire connaître notre histoire...**

Nos archives ont été de nombreuses fois mobilisées en ce sens, à notre initiative ou en réponse à des demandes de partenaires : des affiches historiques exposées dans nos locaux ou dans une médiathèque, des documents prêtés pour une expo sur « la presse alternative à Lyon » en 2011

ou une expo sur les « mémoires minoritaires » en 2018. Cette année nous avons pu présenter notre exposition « Planning Familial 69 : 60 ans d'archives » dans le cadre des Journées du Matrimoine et pour le festival des 50 ans du MLF.

Enfin la mémoire des luttes peut aussi passer aussi par la célébration...

### **Célébrer !**

La célébration d'anniversaires, de dates-clés, est une pratique importante pour notre association, une façon de s'inscrire dans le temps long – en plus de faire la fête ! Nos fameuses Bouts d'anniversaire de Super Féministe en sont un exemple. Nous avons aussi créé une pièce de théâtre pour nos 50 ans, passé une commande à une compagnie de théâtre à l'occasion des 60 ans du mouvement.... Auto-célébration donc ! Mais pas seulement puisque nous nous emparons aussi des dates-anniversaire d'événements, de lois historiques, comme prétexte à des manifestations diverses.



**Ainsi les archives sont pour nous un matériau vivant, qui sort régulièrement des placards. Entretenir la mémoire des luttes, utiliser le passé pour questionner le présent, sont des pratiques qui font partie intégrante de notre militantisme.**

V.R.

## ***"Fini d'être sages : les sages-femmes ont la rage !"***

Le 26 janvier 2021, des sages-femmes appelaient à faire grève, partout en France, pour dénoncer leurs conditions de travail et l'absence de prise en compte de leur profession durant le Ségur de la santé. Sous-payées et surchargées de travail, elles exercent une profession largement féminisée (97,3% des sages-femmes sont des femmes), qui s'occupe de 80% des accouchements en France, mais dont les connaissances et la formation ne sont pas reconnues à leurs justes valeurs. Manque de matériels, manque d'effectifs (23000 sages-femmes), et fermeture des maternités entraînent une surcharge de travail rendant impossible une bonne prise en charge des femmes. Au point que certaines sages-femmes se sont déclarées "maltraitantes" et témoignent sur les réseaux sociaux des souffrances qu'elles subissent en tant que professionnelles de santé, et qu'elles font subir à leurs patientes en raison de leur manque de disponibilité, devant sans cesse courir de salles d'examen en salles d'accouchement... "Nous sommes des femmes qui s'occupent de femmes", explique Elise

devant les caméras de Konbini le 3 novembre 2021<sup>8</sup>. C'est notamment pour cela qu'elles subissent tant de mépris de la part des institutions et du ministère, et que leur lutte est une lutte féministe contre un système qui maltraite les femmes, celles qui soignent comme celles qui ont besoin d'être soignées. Depuis, la mobilisation a continué, partout en France, à force de journées de grève et de manifestations. De tribunes et d'appels à la mobilisation aussi, comme ceux du Collège national des Sages-femmes rappelant que cette lutte est un combat contre la société patriarcale :

**“Nous sommes en grève contre un État qui méprise les femmes.  
Nous sommes en grève contre un système patriarcal qui ignore nos revendications depuis des décennies et vous met en danger chaque jour.  
Nous sommes en grève contre une politique de santé qui nous exploite et nous épuise.”**

Épuisées, les sages-femmes le sont non seulement en raison de ces conditions de travail dégradées qu'elles dénoncent, mais également par plus de vingt années de luttes portant les mêmes revendications sans jamais être considérées et entendues. Une lutte qui nous concerne toutes et tous, comme le rappelle Mélanie, sage-femme au Planning Familial du Rhône. Elle nous a accordé un entretien pour parler de cette mobilisation.

### **Pourrais-tu me présenter la mobilisation des sages-femmes ?**

La profession traverse de grandes difficultés depuis plusieurs années que la crise sanitaire a encore amplifiées. Nous faisons face à un manque d'effectifs qui est très important dans les maternités publiques ou privées avec une charge de travail toujours plus intense et une inadéquation entre nos responsabilités et notre rémunération, sans respect de notre autonomie sur notre cœur de métier qui est la physiologie. Nous n'avons souvent plus le temps pour un accompagnement optimal des couples et parfois nous sommes à la limite de pouvoir garantir la sécurité des femmes et de leur nourrisson. En libéral, le public ne connaît pas vraiment nos missions. Cela génère des incohérences dans le parcours de soin des femmes, qui ne pensent pas aux sages-femmes pour leur suivi gynécologique de prévention ou au contraire attendent de nous des prescriptions hors de notre champ de compétence. Dans ce contexte déjà tendu, la crise sanitaire a mis le feu aux poudres car nous avons d'abord été oubliées dans les attributions de matériel de protection puis dans les revalorisations du Ségur. Nous sommes une profession médicale, mais à l'hôpital ce statut n'est pas respecté et nous sommes gérées parmi les professions paramédicales.

Depuis les années 2000, de nombreuses missions ont été rajoutées à notre profession, du fait d'une démographie des gynécologues médicaux qui est insuffisante avec notamment la prescription de tous les contraceptifs, le dépistage et la prise en charge des violences faites aux femmes, la vaccination, le suivi gynécologique de prévention (dès 2009), les IVG médicamenteuses en 2016... Tout cela, en remodelant la formation initiale mais dans des proportions insuffisantes.

La surcharge de travail amène un nombre conséquent de sages-femmes vers le burnout. Une étude Collège National des Sages-Femmes (CNSF), réalisée en 2020, indiquait que 42,3% des salarié·es des établissements de santé, 31% des libéraux·les et 37,5% des enseignant·es ont souffert d'un burnout. Le nombre de reconversions professionnelles est très important, certaines interviennent même dans les mois qui suivent l'obtention du diplôme. On constate également que des sages-femmes diplômées ne vont jamais exercer et des étudiant·es vont changer de voie, en raison de ce qu'elles ont vu du métier au cours de leur formation. En 2018, une enquête de l'ANESF (association

<sup>8</sup> <https://www.facebook.com/konbininews/videos/874836413217638>

d'étudiant.es) révèle que 40% affirment que leur santé s'est dégradée depuis l'entrée en formation, 8/10 sont plus stressé.es, 61% ressentent une maltraitance en stage.

Cet été, la situation a été alarmante notamment sur Lyon pour les remplacements des congés d'été, ce sont les étudiant.e.s diplômé.e.s du mois de juin qui sont normalement recruté.e.s pour que nous puissions partir en vacances puisque sans cela les effectifs ne sont pas suffisants. Et cette année, plus de la moitié de la promo ne voulait pas travailler à l'hôpital.

Suite aux mobilisations du début d'année, #sage-femmecoderouge<sup>9</sup>, le Ministre de la Santé a missionné l'IGAS<sup>10</sup> pour analyser la situation et formuler des recommandations. En résumé, trois recommandations principales ont été émises :

- Un repositionnement des missions des sages-femmes qui contribuerait à clarifier les parcours de santé des femmes.
- La rénovation du statut et des conditions d'exercice qui serait un préalable pour améliorer l'attractivité du métier.
- L'intégration de la maïeutique à l'Université et l'évaluation de la formation initiale.

L'IGAS ayant rendu son rapport début septembre, Monsieur Veran a fait le 16 septembre des annonces (devant 8500 sages-femmes connectées en visioconférence) qui ont été beaucoup plus décevantes que ce qui était préconisé par l'IGAS et revendiqué depuis longtemps par l'ensemble de la profession.

Le soir même, je me suis syndiquée après 22 ans de diplôme...

Quelques jours après, les syndicats professionnels nous ont appelées à la grève les 24, 25 et 26 septembre pour un premier week-end noir avant un rassemblement unique à Paris le 7 octobre (#sage-femmecodenoir).

### **Quelles sont vos revendications concrètes ?**

Ce sont les mêmes depuis de nombreuses années.

Nous revendiquons pour toutes les sages-femmes, qu'elles soient en établissements de soins publics ou privés, libérales, territoriales ou enseignantes, un réel changement des conditions de travail, une réelle valorisation de nos compétences et de fait, une rémunération en conséquence.

Nous demandons pour assurer la sécurité des femmes et des nouveau-nés et améliorer leur parcours de soins :

- La révision des décrets de périnatalité de 1998 pour des effectifs adaptés au niveau des maternités.
- Une revalorisation salariale quel que soit le mode d'exercice et correspondant à celle des autres professions médicales
- Le même statut que les autres professionnels à responsabilité médicale permettant une réelle autonomie concernant la physiologie et la prévention.
- La fin de la précarité des contrats.
- Une réforme des études avec un cursus maïeutique en six ans et la création de postes d'enseignants-chercheurs sages-femmes pour assurer une meilleure attractivité de la profession, car il y a une crise des vocations. Certaines écoles ne font plus le plein

---

<sup>9</sup> En référence aux couleurs rouge, orange ou vert utilisées pour qualifier le degré d'urgence d'une césarienne.

<sup>10</sup> Inspection Générale des Affaires Sociales

d'étudiant.es, ce qui amplifie ensuite les difficultés de recrutement dans les maternités et les remplacements en libéral.

Les sages-femmes ne veulent plus être méconnues, oubliées, méprisées ou exploitées !

### **Peux-tu me parler de la question de la maltraitance dont parle la pétition « une femme = une sage-femme » ?**

C'est un #jesuismaltraitante initié par une sage-femme parisienne, Ana Roy, qui avait un double exercice libéral et hospitalier et qui, comme moi, a dû se résoudre à quitter l'hôpital et ne plus réaliser d'accouchements. Elle a lancé le mouvement pour obtenir plus de moyens à l'hôpital en ralliant femmes, hommes, enfants, soignant..s à cette cause. Les conditions dans lesquelles on nous oblige de travailler (effectifs insuffisants, gestions des lits à flux plus que tendus, travail de nuit imposé, remplacements au pied levé, contrats précaires...) nous rendent maltraitantes à notre corps défendant. De là est née la pétition « une femme = une sage-femme ».

Le collectif des usagers de la périnatalité (Collectif CIANE) est venu aussi en soutien de notre mouvement, puisqu'en améliorant notre contexte de travail on améliore la santé et la sécurité des femmes et des nouveau-nés.

### **Quelle est la suite du mouvement ?**

La mobilisation du 7 octobre à Paris a été sans précédent avec environ 7000 grévistes sur 23000 au total et ceci malgré les nombreuses réquisitions. Dans de nombreuses maternités, il y a même eu 100% de grévistes. De nombreuses maternités privées ont fermé. Les cabinets libéraux également. Un deuxième week-end noir a été organisé du 22 au 25 octobre. Certaines maternités ont poursuivi la grève sans interruption depuis fin septembre.

Pour l'instant les syndicats appellent à continuer à faire un « week-end noir » par mois, tous les derniers week-ends du mois. Les sages-femmes hospitalières grévistes sont réquisitionnées et travaillent en effectifs réduits, elles se limitent à leurs tâches propres, ne font pas les cotations d'actes et signalent tout événements indésirables. Les libérales refusent de prendre en charge les sorties précoces (sortie avant la 72<sup>e</sup> heure de vie du bébé), ne télétransmettent plus à la CPAM mais font des feuilles de soins papiers... Cela implique que les cabinets libéraux sont fermés le week-end, car habituellement les libérales effectuent une visite à domicile de la mère et du nouveau-né dans les vingt-quatre heures pour les sorties précoces, et cela inclut les samedis et dimanches, et donc dans le cadre de la grève, ces sorties ne peuvent avoir lieu. Pour la suite du mouvement, on essaye aussi de mobiliser les femmes, les couples et les autres professionnelles. Il y a eu des villes où des gynécologues et des syndicats de gynécologues ont été solidaires. Mais dans le contexte lyonnais il n'y a absolument aucun soutien à ma connaissance. Aucun chef de service, aucun gynécologue n'est venu en soutien du mouvement, voire au contraire ! C'est quelque chose que je ne m'explique pas, mais il y a toujours eu une peur, de leur côté, qu'on vienne leur voler leur travail alors que nous on est vraiment sur la prévention, la physiologie alors que eux, leur spécificité, c'est la pathologie. Donc on n'est vraiment pas sur le même champ. Du coup, je ne comprends pas cette peur. Mais tu en as, ailleurs, qui ont joué le jeu, qui n'ont pas réquisitionné de sages-femmes pendant les grèves et ce sont les gynécos qui sont venus travailler, pour faire des accouchements à la place des sages-femmes.

Donc la suite c'est aussi de mobiliser les usagères, l'ONSSF recueille leurs témoignages grâce aux réseaux sociaux via la page Facebook "Maternité Danger" ou en écrivant à l'adresse [temoignages@onssf.org](mailto:temoignages@onssf.org).



## Pourquoi es-tu solidaire de ce mouvement ?

Si je suis solidaire de ce mouvement, c'est à la fois pour réparer un peu le vécu difficile de mes dix-neuf ans à l'hôpital, d'où je suis partie à contre cœur parce que ce n'était plus possible pour moi physiquement et moralement de continuer dans ces conditions-là, avec notamment le travail de nuit imposé, le non-respect du temps partiel pendant les vacances scolaires... J'ai choisi ce métier par vocation très jeune et je veux faire tout mon possible pour que les nouvelles/nouveaux diplômé.e.s puissent continuer d'exercer leur art en toute autonomie et sécurité. C'est également pour une amélioration du parcours de soin en ville : par exemple quand je dois faire le suivi gynécologique de prévention, si je prescris une mammographie il y a des radiologues qui refusent des ordonnances de sages-femmes pour les mammographies. Ils disent aux patientes « non, je ne le fais pas parce que si c'est prescrit par une sage-femme vous ne serez pas remboursée ». Donc nous sommes sans arrêt prises dans des injonctions paradoxales. On nous dit « vous devez faire ceci », mais nous sommes empêchées dans nos missions, et donc cela provoque des incohérences dans les parcours de soin. Ce qui me semble important aussi c'est la lecture féministe du mouvement, car nous sommes plutôt les invisibles, corvéables à merci. Nous sommes une profession majoritairement de femmes qui prennent en charge d'autres femmes et cela ajoute à nos difficultés à nous faire entendre.

M.V et L.W

## *Le Planning Familial au Salon International de l'Autisme !*

Malgré des contraintes sanitaires importantes, le Salon International de l'Autisme, prévu en 2020, a pu avoir lieu les 22 et 23 octobre 2021 aux Ecoles Militaires de Santé de Bron.

Après Ajaccio en 2018 où le Planning Familial était présent pour la 1<sup>ère</sup> fois, nous ne pouvions pas manquer cet événement ! C'était le seul stand parmi la cinquantaine de stands présents, où il était question de la vie affective, relationnelle et sexuelle. En 2 jours, ce sont plus de 80 personnes, à 80% des femmes, qui se sont arrêtées sur le stand très coloré et particulièrement documenté et outillé pour présenter le travail et l'engagement du Planning Familial auprès de ce public depuis plusieurs années.



Pour cette occasion, nous avons eu la chance de pouvoir emprunter et présenter le tout nouvel outil du Planning Familial, à savoir, les 11 poupées sexuées qui recherchent un atelier de confection pour être dupliquées en nombre pour les associations départementales du Planning Familial. Elles ont évidemment remporté un vif succès ainsi que la silhouette grandeur nature avec son lot d'autocollants à positionner pour parler des différentes parties du corps, des zones intimes, du genre, de la relation à l'autre, de l'affirmation de soi, etc.

Beaucoup ont été surpris de voir le Planning dans ce salon. Une fois de plus, il a fallu, à maintes reprises, expliquer que le Planning Familial ne s'adresse pas qu'aux filles pour parler de contraception et d'avortement. Après un petit temps d'échange sur les missions du Planning et la distinction avec les CPEF, l'intérêt des personnes s'est porté sur les modalités d'intervention dans les établissements et sur les outils permettant d'aborder la vie affective, relationnelle et sexuelle avec des personnes porteuses de TSA (troubles du spectre de l'autisme).

Les personnes directement concernées étaient peu nombreuses ; néanmoins, certaines ont été interpellées par la thématique du stand et ont pu témoigner de leurs difficultés pour faire des rencontres dans une société pensée par et pour les neuro-typiques.

Les échanges ont été très riches avec les parents et les grands-parents, confrontés quotidiennement à la détresse affective et relationnelle de leur proche, à la recherche de réponses pratico-pratiques face à leurs comportements souvent inappropriés. Comment faire comprendre à des jeunes ou moins jeunes qu'il n'est pas possible de se masturber ou de se déshabiller n'importe où ? Comment rencontrer quelqu'un.e lorsque les codes sociaux normés ne sont pas intégrés ? Comment accompagner un jeune terrifié par les premiers poils qui poussent sur son corps à la puberté ? par son sexe qui durcit ou gonfle plusieurs fois dans la journée ? Comment expliquer l'importance d'arriver à décrypter les intentions de l'autre ?

Ce sont ces mêmes questions que les professionnel.les venu.es en nombre au Salon – pour assister aussi aux nombreuses conférences – ont pu poser à leur tour, en quête de réponses. Beaucoup sont à la recherche de solutions efficaces pour améliorer l'accompagnement. Malheureusement, les réponses toutes faites sont la plupart du temps inadaptées. Le manque de connaissance concernant les modes d'interactions et de communication de certaines personnes porteuses de TSA peuvent être un frein et nous invitent à la prudence pour ne pas créer de troubles supplémentaires. Un partage des savoirs et des expériences avec les personnes concernées d'abord et leur entourage (familial et professionnel) est indispensable pour améliorer nos connaissances, offrir un accompagnement adapté à chaque personne et continuer à découvrir nos spécificités respectives.

B.M.

## Rassemblé-e-s pour le droit à l'avortement



A l'appel du Collectif Droits des Femmes 69, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées ce mardi 28 septembre, date de la journée internationale du droit à l'avortement, pour revendiquer et défendre le droit à l'avortement en France et dans toute l'Europe.

Sur la place Jean Macé entourée d'affiches pour le rassemblement, les personnes présentes écrivent des petits mots sur l'exposition participative de cintres à messages : "un enfant quand je veux si je veux", "liberté, égalité, IVG !". La lecture des dernières actualités sur l'avortement en Europe, comme en France, en Andorre ou à Saint-Marin, rappelle le besoin encore et toujours actuel de défendre le droit à l'avortement. Les revendications du communiqué<sup>11</sup>

<sup>11</sup> A retrouver le site du Planning Familial 69 [« Pour le droit à l'avortement en France, en Europe et dans le monde »](#).

du collectif résonnent sur la place, suivies par des slogans pour revendiquer ensemble le "droit d'avorter, libre et gratuit, partout, partout, partout en Europe" ! Merci aux personnes venues soutenir le rassemblement !

Ce rassemblement entre en écho avec le projet du Mouvement de renforcer la lutte contre les anti-choix. Récemment, des membres de l'équipe ont pu participer à la projection autour du film "Avortement, les croisés contre-attaquent"<sup>12</sup>, sur les stratégies des anti-choix à travers l'Europe. Le film a été suivi d'une discussion entre les participant-e-s du Planning et devrait permettre d'alimenter d'autres temps de co-formation pour renforcer nos luttes face aux pressions et menaces sur le droit à l'avortement.



C.D.

---

## « Uni.e.s contre les violences de l'extrême-droite »

Tel était le mot d'ordre de la manifestation organisée le 23 octobre de cette année par le collectif « Fermons les locaux fascistes », dont fait partie le Planning du Rhône (aux côtés du Parti de Gauche, d'Ensemble, du NPA, de l'UCL, de Solidaires, de la CNT, de la Jeune Garde... pour ne citer qu'une partie des organisations présentes).

Rassemblement d'environ 5000 personnes au pic de sa densité, cette manifestation a pour une fois eu l'autorisation préfectorale de passer par le Vieux Lyon, quartier encore et toujours gangréné par l'extrême-droite. C'est en effet dans ce quartier que plusieurs locaux servent de lieux de réunion, de regroupement et d'entraînement aux anciens de Génération Identitaire et autres groupuscules violents et dangereux. Pour rappel, ce sont de ces locaux et des rues environnantes qu'étaient parties les attaques contre le rassemblement lesbien d'avril 2021.

A l'hiver et au printemps dernier, les fascistes lyonnais avaient multiplié les attaques, notamment contre la Plume Noire et contre des personnes identifiées comme militantes de gauche. En avril, alors que nous tentions d'organiser une manifestation de soutien aux victimes de la violence d'extrême-droite, nos efforts avaient été sabotés par la Préfecture qui avait interdit le tracé souhaité au dernier moment, nous forçant à annuler la manifestation. Cet été, les fachos lyonnais avaient attaqué des jeunes en marge du match de foot France-Suisse.

Depuis cet automne, les agressions et les menaces se sont multipliées, notamment à l'égard de la Jeune Garde et de ses militants identifiés. La dissolution de Génération Identitaire au niveau national ne change rien sur le terrain si les locaux ne sont pas fermés. La manifestation de samedi avait alors

---

<sup>12</sup> "Avortement, les croisés contre-attaquent" Alexandra Jousset, Andrea Rawlins CAPA ARTE.

pour but de montrer notre solidarité avec les antifascistes agressés, notre force collective et de demander des comptes à la Préfecture. Elle a aussi été l'occasion de mettre en lumière la situation des 7 militants antifascistes inculpés cet automne, dont 4 sont encore en détention à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Plus que jamais, soyons déterminé-e-s et nombreuses à lutter contre l'extrême-droite, à Lyon comme ailleurs.

Plus que jamais, continuons à démonter les discours xénophobes et racistes du fémonationalisme d'organisation « féminine » (comme Nemesis, la branche « femmes » de Génération identitaire), qui consiste à dire que l'Europe est le paradis des femmes et que les violences sexistes et sexuelles sont le fait des migrants.

Plus que jamais, organisons-nous aussi en tant que féministes antifascistes, pour lutter contre les tendances virilos d'un certain antifascisme : comme le scandait le – maigre – cortège féministe du 23 octobre : **« féministes antifascistes, c'est tous.tes ensemble qu'il faut lutter ; c'est tous.tes ensemble qu'on va gagner »**.

M.B.

---

## ***Violences gynécologiques et obstétricales : une charte de la consultation pour rappeler les bonnes pratiques***

Le jeudi 21 octobre, le Collège national des gynécologues et obstétriciens français a publié une charte d'une douzaine de principes de « bonnes pratiques » pour les consultations de gynécologie et d'obstétrique.

Conscient de la particularité de ces consultations qui touche à l'intimité psychique et physique des femmes, le CNGOF rappelle que *« cette consultation nécessite une écoute, une attitude, un dialogue et un examen physique dans un esprit de bienveillance et de respect mutuel »*.

La mise en cause (la justice est saisie de l'affaire) d'un chef de service parisien, gynécologue obstétricien grand spécialiste de l'endométriose par plusieurs de ses patientes pour des violences physiques, psychologiques et verbales lors de ses consultations a sans doute précipité cette publication de principes que l'on pensait connus et acquis.

Cet écrit suffira-t-il à rassurer les femmes alors que le collectif « stop aux violences obstétricales et gynécologiques » dit *« recevoir tous les jours des dizaines de témoignages sur toute la France. Des femmes qui sont détruites parce qu'on n'a pas respecté leur consentement, parce qu'on a fait des actes médicaux douloureux, qu'elles ont dit non et qu'on n'a pas respecté leur consentement alors que c'est dans la loi française de 2002. Il y a obligation pour tous les médecins de demander l'accord avant de faire un examen, un acte. Malheureusement, ça n'est pas toujours respecté »*.

Les professionnel.les du CNGOF rappellent l'évidence : la nécessité de la bienveillance et du respect, l'examen n'est pas systématique, il faut expliquer, recueillir l'accord oral de la femme, respecter son intimité, accepter l'accompagnant de son choix, savoir s'interrompre si c'est la volonté de la femme,



accepter son refus et lui expliquer les conséquences, la présence d'un tiers doit également être soumise au consentement de la personne examinée.

Six collectifs de soignant.es ont déjà signé cette charte.

Par contre il est étonnant de voir inscrit dans son préambule « *C'est pourquoi nous proposons à tous les praticiens de France d'adhérer à cette charte et de l'afficher dans les lieux d'attente, et à chaque femme d'en prendre connaissance avant la consultation* ». On peut s'étonner de cette formulation : est-ce aux femmes d'être garantes de l'application de cette charte ? à elles que revient la responsabilité de faire valoir le respect de leur intégrité corporelle ? Pourquoi ne pas interpeller plus directement les professionnel.le.s ? Une charte pour informer dans les salles d'attente ok mais surtout une charte à afficher dans et sur les bureaux des médecins afin de leur rappeler que c'est à eux de ne pas abuser de leur position d'autorité. Merci de ne pas se tromper de destinataires.

MP.J.

---

## ***Pédocriminalité dans l'Église catholique. Un rapport accablant : la parole libérée va-t-elle enfin être entendue ?***

Le rapport de la CIASE<sup>13</sup> « Les violences sexuelles dans l'Église catholique : France 1950-2020 » a été publié le 5 octobre 2021.

Cette commission, créée à l'initiative de l'Église catholique fin 2018, a été installée le 8 février 2019, elle est présidée par Jean-Marc Sauvé<sup>14</sup> qui a réuni selon son choix 21 femmes et hommes connus pour leurs compétences et leur impartialité, toutes et tous bénévoles. Libre et indépendante, disposant d'un budget non plafonné cette commission a pu mener ces recherches et accéder aux archives de l'Église.

Elle a choisi de placer les victimes au cœur de ses travaux, faisant appel aux témoignages.

Plusieurs travaux de recherche et de collecte de données ont été lancés : une recherche socio démographique menée par une équipe de l'Inserm sous la direction de Nathalie Bajos, une recherche archivistique et socio-historique menée par une équipe de l'École pratique des hautes études sous la direction de Philippe Portier, une étude socio-anthropologique, menée par une équipe de la Fondation maison des sciences de l'homme sous la direction de Mme Laetitia Atlani-Duault.

Parallèlement à ces projets de recherche et en plus des entretiens auxquels ils ont donné lieu, la commission s'est nourrie de très nombreuses auditions, d'experts, sachants et grands témoins, victimes, personnes qualifiées de tous horizons. Des déplacements en régions ont été organisés pour ne pas être qu'une « commission parisienne ».

Tout ceci a abouti à un rapport général, complété par des annexes, document de plus de 2000 pages qui se déploie en trois parties :

- « faire la lumière » : lourd constat quantitatif et qualitatif tiré des données collectées.

Les violences sexuelles  
dans l'Église catholique  
France 1950-2020

Rapport de la  
Commission indépendante  
sur les abus sexuels  
dans l'Église  
Octobre 2021

<sup>13</sup> Commission Indépendante sur les Abus Sexuels dans l'Église. <https://www.ciase.fr/>

<sup>14</sup> Vice-président honoraire du Conseil d'Etat.

- « révéler la part d'ombre » : diagnostic sévère qui ressort de ce constat, en fonction du contexte des époques concernées.
- « dissiper les ténèbres » : formulation de pistes de traitement approprié du phénomène des violences sexuelles dans l'Église catholique tant à l'égard du passé, depuis 1950, que du présent et de l'avenir.

Difficile de résumer ça en quelques lignes mais voici ce que l'on peut retenir de la synthèse de cet énorme chantier entrepris par la commission :

**Les violences sexuelles dans l'Église catholique sont un phénomène massif, longtemps recouvert par une chape de silence et difficile à mesurer. De nombreuses vies ont été et sont encore ravagées par ces agressions**

L'attitude de l'Église a évolué au cours du temps, mais est restée centrée sur la protection de l'institution, longtemps sans aucun égard pour les personnes victimes. L'Église n'a pas pris la défense des victimes. Son droit canonique est gravement défaillant. Les obligations juridiques sont encore trop peu connues et respectées.

L'Église doit reconnaître les faits, elle doit endosser une responsabilité à caractère à la fois individuel et systémique. Des mesures de justice restaurative doivent s'inscrire dans la procédure pénale. L'Église doit mettre en place une procédure de reconnaissance des violences commises même prescrites, et indemniser les préjudices subis. La gouvernance de l'Église doit se réorganiser pour être davantage pluraliste et réguler les risques d'abus de pouvoir. La formation est un levier privilégié de prévention à mobiliser très largement.

La commission en conclusion de ce travail, a listé 45 recommandations, déclinées chacune en plusieurs points, très précis et concrets. (à retrouver en ligne dans le résumé du rapport<sup>15</sup>)

On trouve, sur le site de la CIASE tous ces documents : le rapport final (493 p.), son résumé, le recueil de témoignages « De victimes à témoins » (208 p.), et aussi tous les rapports particuliers de recherche (Inserm, EPHE, FMSH, l'analyse des dossiers de 35 membres du clergé agresseurs sexuels, la synthèse de l'enquête par entretiens des prêtres et séminaristes). Tout ceci accompagné de nombreuses annexes, comptes rendus d'auditions, revue de presse, etc...

Revenons un peu plus précisément sur les chiffres dévoilés par ces enquêtes, chiffres expliqués dans un entretien, dans le Monde du 6 octobre, par Nathalie Bajos<sup>16</sup> qui a conduit la recherche pour l'INSERM et dont nous reprenons ici largement les propos.

216 000 personnes majeures aujourd'hui auraient subi une violence sexuelle de la part d'un membre du clergé alors qu'elles étaient mineures. 78% sont des hommes, 22% des femmes. Si l'on compte les personnes agressées par une personne, ni prêtre ou diacre, ni religieux mais en lien avec l'Église on arrive à 330 000 personnes.

Si dans l'ensemble de la population aujourd'hui majeure la grande majorité des violences sur mineur.es a été commise dans le cadre familial, parmi les autres instances de socialisation (école

<sup>15</sup> <https://www.ciase.fr/medias/Ciase-Rapport-5-octobre-2021-Resume.pdf>

<sup>16</sup> [https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/10/05/nathalie-bajos-en-dehors-de-la-famille-l-eglise-catholique-est-la-premiere-institution-pour-la-frequence-des-violences-sexuelles\\_6097228\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/10/05/nathalie-bajos-en-dehors-de-la-famille-l-eglise-catholique-est-la-premiere-institution-pour-la-frequence-des-violences-sexuelles_6097228_3224.html)

publique, clubs de sport, colonies de vacances ...) l'Église catholique arrive en tête, et largement, pour la prévalence des agressions (deux fois supérieure aux autres milieux touchés, hors familles)

C'est pendant les années 1950-1970 qu'a eu lieu plus de la moitié des faits, leur nombre chute pendant les années 70-90 (qui correspond à la phase de crise sacerdotale et d'effondrement du recrutement des prêtres) mais à partir de 1990 et depuis les chiffres restent stables, si l'enjeu numériquement est moins important les violences sexuelles au sein de l'Église catholique restent d'actualité.

Des caractéristiques communes avec les violences commises ailleurs ont été repérées : ce sont des hommes qui les commettent à plus de 95%, c'est la manifestation extrême de la domination masculine, ces agressions touchent tous les milieux sociaux, comme les violences contre les femmes, et les ravages provoqués dans la vie affective, sexuelle, familiale et professionnelle des victimes sont le plus souvent très importants.

Mais des spécificités des violences sexuelles commises dans l'Église catholique sont aussi apparues :

- la durée des abus : ils s'étalent davantage dans le temps,
- la répétition des agressions, les personnes abusées déclarent plus souvent avoir subi d'autres agressions,
- la connaissance par les victimes d'autres personnes abusées par le même agresseur.
- le sex ratio homme/femme est inversé par rapport aux autres sphères sociales : dans les familles les personnes abusées sont majoritairement des filles, elles le sont autant que les garçons dans les autres sphères de socialisation, ce sont très majoritairement des garçons dans l'Église catholique. Cette surreprésentation des garçons semble renvoyer avant tout à un « effet d'opportunité » les garçons ont été plus nombreux en contact avec les prêtres (internats non mixtes par ex).

L'enquête montre que les victimes en ont finalement souvent parlé, à plus de 40% mais elles ont été peu entendues !

Si on essaie de comprendre pourquoi ce taux est si élevé dans l'Église par rapport aux autres institutions on peut noter plusieurs éléments :

Dans toute agression sexuelle sur personne mineure, il y a une relation par définition asymétrique entre enfant et adulte, une relation d'autorité. L'autorité du prêtre est redoublée par son caractère sacré mais aussi symbolique (on l'appelle « mon père ». Elle s'exerce à l'abri des contre-pouvoirs, notamment par le dispositif de la confession, qui est du domaine du secret.

Le fonctionnement hiérarchique et patriarcal de l'Église, avec l'éviction des femmes des zones de pouvoir est aussi un élément important à prendre en considération. L'ordination réservée aux hommes inscrit dans la structure une inégalité fondamentale entre les femmes et les hommes. Tout ce qui contribue à légitimer ou renforcer la domination masculine ne peut que favoriser la survenue des violences. **L'Église est véritablement un observatoire privilégié de la domination masculine.**

Le résultat de ces recherches et enquêtes est clair, le phénomène n'est pas le fait de quelques « brebis galeuses » ayant « fauté » de manière exceptionnelle, c'est un phénomène profondément systémique. Améliorer le recrutement et la formation des prêtres ne suffira pas même si c'est un point important. Il faut prendre des mesures qui remettent en question le cléricalisme, l'autorité sacrée qui s'exerce sans contre-pouvoirs. Il importe aussi de revoir les positions de l'Église catholique sur la sexualité et remettre en cause l'inscription de la domination masculine dans les structures mêmes de l'institution ecclésiale.

Les travaux de la commission se sont arrêtés à la remise de son rapport. Cependant, la plateforme téléphonique de la **fédération France Victimes**, agréée par le Ministère de la Justice, est toujours à l'écoute au **116 006** (numéro gratuit, ouvert 7j/7, de 9h à 19h) et peut orienter les personnes qui témoigneront vers une association d'aide aux victimes de leur département. Ces associations ont pour mission l'accueil, l'écoute, l'information sur les droits, le soutien psychologique et l'accompagnement dans les démarches des victimes d'infractions pénales, et ce, même si l'on ne dépose pas plainte. L'aide et le soutien proposés sont gratuits et confidentiels.

Une autre commission, la **CIIVISE Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants** a également lancé ce printemps un appel à témoignages.

Cette commission, annoncée en janvier (après la publication du livre de Camille Kouchner, « La famille grande »), mise en place le 11 mars a déjà comptabilisé 4200 témoignages au 21 septembre 2021

Pour populariser cet appel la commission a entamé le 20 octobre à Nantes son tour de France des grandes villes régionales, la prochaine réunion publique se tiendra le 19 novembre à Bordeaux, une rencontre est prévue à Lyon, la date n'est pas encore fixée.

Le recueil des témoignages se poursuit et durera encore pendant deux ans, par le biais de la plateforme dédiée ([www.ciivise.fr](http://www.ciivise.fr)). A l'autre bout du fil, deux associations : SOS Kriz et le Collectif féministe contre le viol (CFCV), toutes deux dotées d'écouter.e.s spécialement formé.e.s au recueil des récits et à l'orientation des victimes

Deux mois après le lancement de l'appel à témoignages, le 17 novembre 2021, la commission présentera, à l'occasion d'un colloque<sup>17</sup> intitulé « **Violences sexuelles faites aux enfants : pour une culture de la protection** » les premiers enseignements tirés de la parole des victimes et de l'audition des experts. On note déjà le grand nombre de témoignages qui dévoilent et confirment l'ampleur du phénomène.

Plus d'informations sur : <https://www.ciivise.fr/>

Dans le même temps, après le cinéma, l'édition ou la musique, émerge un #MeToo théâtre...

Tous ces travaux d'enquêtes et de recueils de témoignages sont précieux pour mettre fin à la chape de plomb et de silence qui depuis toujours couvre ces crimes et ces agressions mais ils ne peuvent suffire, les victimes doivent être entendues, écoutées et prises en charge par des professionnels (de la police, de la justice, de la santé, de l'éducation...) mieux formé.es, les coupables doivent être condamnés...

L'information et la prévention doivent pouvoir se déployer auprès de toutes et tous, dès le plus jeune âge avec de réels moyens.

Notre société doit s'engager et changer pour mettre fin, enfin, à toutes ces violences.

**Dernière minute** : le lundi 8 novembre, le président de la Conférence des évêques de France annonce la création d'une instance nationale indépendante de reconnaissance et de réparation des victimes et d'un fonds d'indemnisation des victimes de pédocriminalité abondé par la vente « *de biens immobiliers de la Conférence des évêques de France et des diocèses* ».

**MP.J**

<sup>17</sup>Pour s'inscrire au colloque : <https://bit.ly/2Y55txn>



# ***Violences sexuelles dans les milieux sportifs, les rouages du silence imposé sous la lumière***

Les prises de parole des victimes de violences sexistes et sexuelles, et notamment le mouvement Metoo, continuent de mettre en lumière et de participer à la médiatisation de l'ampleur des violences dans tous les milieux : sphère familiale, Église catholique, théâtre, milieux sportifs... De plus en plus, ce sont les mécanismes d'un véritable système de silenciation individuelle et collective des victimes, et de protection des auteurs, qui sont analysés et dénoncés, notamment par les victimes elles-mêmes.

C'est le cas aux Etats-Unis notamment où l'automne a été marqué par l'audience devant le Congrès des gymnastes olympiques et nationales Simone Biles, Aly Raisman, McKayla Maroney et Maggie Nichols, qui continuent de demander justice dans le cadre des suites du procès de Larry Nassar. Ce dernier a été condamné en 2018 à plusieurs reprises et à plusieurs centaines d'années de prison cumulées après avoir reconnu avoir agressé sexuellement plusieurs mineures et jeunes majeures alors qu'il était médecin de l'équipe nationale états-unienne de gymnastique. Plus de 150 victimes étaient venues témoigner face à leur agresseur pendant le procès de 2018, en soulignant également la responsabilité de l'Université du Michigan, de la Fédération américaine de Gymnastique et du Comité Olympique et Paralympique Etats-Unien (USOPC) qui ont rendu possibles ces agressions et leur perpétuation pendant des années par leurs stratégies de protection de Larry Nassar. Aujourd'hui, certaines d'entre elles continuent de lutter pour faire reconnaître la responsabilité du Comité Olympique et Paralympique des Etats-Unis ainsi que du FBI pour leurs manquements voire stratégies de silenciation des victimes et leurs proches. La justice états-unienne doit se positionner, non plus face aux accusations envers un agresseur, mais désormais envers les personnes, institutions et système qui l'ont protégé. L'occasion de comprendre les mécanismes de silenciation à l'œuvre, et peut être de nouveaux moyens de continuer à les démanteler, dans les milieux sportifs et ailleurs.

**C.D.**

## **Pour aller plus loin**

- Violences sexuelles dans le sport, l'enquête | ARTE, [https://www.youtube.com/watch?v=8TELkp\\_VpZI](https://www.youtube.com/watch?v=8TELkp_VpZI)

## **Sur l'« Affaire USA Gymnastics »**

- Team USA, Scandale dans le monde de la gymnastique, 2020, documentaire Netflix, 1h43
- Web série « Simone VS Herself », Versus On Watch, Facebook, 2021

Cette web-série aborde la préparation aux JO de Tokyo de la gymnaste états-unienne Simone Biles, championne du monde et 4 fois médaillée d'or olympique avant les JO au Japon. Simone Biles fait partie des victimes de Larry Nassar et témoigne de l'impact de ses agressions et du processus judiciaire sur sa vie de sportive. Sous-titrée en français sur : <https://www.gymandnews.com/simone-vs-herself-une-serie-documentaire-retracant-sa-preparation-pour-les-jeux-de-tokyo/>

## **En France**

La tribune de plusieurs athlètes français-e-s pour briser le silence des violences sexuelles dans le sport en France [https://www.lemonde.fr/sport/article/2020/02/04/face-aux-violences-sexuelles-dans-le-sport-des-athletes-francais-appellent-a-briser-le-silence\\_6028420\\_3242.html](https://www.lemonde.fr/sport/article/2020/02/04/face-aux-violences-sexuelles-dans-le-sport-des-athletes-francais-appellent-a-briser-le-silence_6028420_3242.html)

Etats des lieux et outils du ministère des sports

Etat des lieux de juillet 2020 <https://www.sports.gouv.fr/accueil-du-site/actualites/article/prevention-des-violences-sexuelles-dans-le-sport-bilan-et-etat-des-lieux>

Annonces de septembre 2020 : [https://www.francetvinfo.fr/societe/harcelement-sexuel/violences-sexuelles-dans-le-sport-533-affaires-sont-en-cours-de-traitement-affirme-roxana-maracineanu\\_4770667.html](https://www.francetvinfo.fr/societe/harcelement-sexuel/violences-sexuelles-dans-le-sport-533-affaires-sont-en-cours-de-traitement-affirme-roxana-maracineanu_4770667.html)

Chiffres d'avril 2021 : [https://www.lemonde.fr/sport/article/2021/04/02/violences-sexuelles-dans-le-sport-445-personnes-mises-en-cause\\_6075404\\_3242.html](https://www.lemonde.fr/sport/article/2021/04/02/violences-sexuelles-dans-le-sport-445-personnes-mises-en-cause_6075404_3242.html)

Outils de prévention : <https://www.gouvernement.fr/prevenir-les-violences-sexuelles-dans-le-sport>

## ***Tunisie : soutien à Arroi Baraket, militante féministe.***

Le 19 octobre dernier se déroulaient les rassemblements en soutien à la journaliste et militante féministe tunisienne Arroi Baraket devant le consulat tunisien de Lyon et sur la place de la République à Paris. Arroi Baraket est accusée de « violence extrême contre un agent de la police » alors que c'est elle qui a fait l'objet d'une agression à caractère sexiste par ce dernier. Grâce au soutien de plusieurs organisations, dont le Planning familial 69, environ 80 et 40 personnes ont participé à ces rassemblements respectivement à Paris et à Lyon.

Le jour de l'audience prévue, le 22 octobre, à Tunis, plusieurs dizaines de personnes ont protesté à leur tour, à l'appel d'associations féministes et LGBT (l'association tunisienne des femmes démocrates, Damj, Mawjoudîn, etc.), devant le tribunal de première instance de Tunis. Arroi Baraket a témoigné seule à la barre, le policier ayant porté plainte contre elle ne s'étant pas présenté. Les avocat.e.s d'Arroi Baraket ont demandé le report de l'audience, afin qu'elle ne comparaisse pas seulement en tant qu'accusée et que la plainte qu'elle a déposée contre l'agent de police soit traitée.

Ce procès se situe dans un contexte de répression accrue contre les dissident.e.s de tout bord politique en Tunisie, qui cible particulièrement les militant.e.s féministes et LGBT appartenant à la jeunesse forgée par la révolution, ainsi que nous l'avons exposé lors du rassemblement à Lyon (voir texte de prise de parole ci-dessous). La révolution tunisienne s'est en effet accompagnée de la politisation sur les questions de genre et de sexualité de très nombreuses jeunes femmes et, dans une moindre mesure, de jeunes hommes. De nouveaux collectifs et associations féministes ont été créés, alors que le pays ne comptait que deux associations féministes en 2010. Un mouvement associatif LGBT a vu le jour avec deux revendications majeures : la dépénalisation des relations sexuelles entre personnes de même sexe d'une part, et les droits des personnes trans au changement d'état civil d'autre part. La révolution a aussi produit des effets notables dans les partis de gauche et d'extrême-gauche et les organisations syndicales de la jeunesse, devenues beaucoup plus ouvertes aux droits des femmes et des personnes LGBT.

Les résistances opposées par les militant.e.s comme Arroi Baraket et d'autres, à l'État autoritaire, sont des résistances à la fermeture des possibles que la révolution a ouverts. C'est la raison pour laquelle nous comptons organiser d'autres actions de solidarité avec les militant.e.s tunisien.ne.s.

### **Le comité de soutien aux révolutionnaires tunisien.ne.s**

#### **Texte de la prise de parole au rassemblement devant le consulat de Lyon :**

« Bonsoir à toutes et à tous,

Nous sommes rassemblé.e.s ce soir devant le consulat tunisien, en même temps que des camarades place de la république à Paris, pour crier notre colère contre l'Etat policier en Tunisie.

Pour réclamer justice pour Arroi et tou.te.s nos camarades inculpé.e.s.

Parce que Arroi n'est pas un cas isolé.

Dix autres camarades, féministes, militant.e.s LGBT et d'extrême-gauche sont inculpé.e.s des mêmes chefs d'accusation : de prétendues violences contre agent de la fonction publique. La plainte a été déposée par le syndicat de police. Deux de ces mêmes camarades, Hamza et Saif, ont des chefs d'accusation supplémentaires : de prétendues violences sur un ancien député du parti Ennahdha, quand ils ont participé à un rassemblement dénonçant les violences sexistes à l'Assemblée.

La transformation des victimes des violences policières en accusées n'est pas un phénomène nouveau, mais la répression est en train de s'étendre et de s'aggraver.

D'abord, depuis la gestion sécuritaire de la crise sanitaire en mars 2020, la police s'est déchaînée contre les habitant.e.s des quartiers populaires et les personnes LGBT.

La répression s'est ensuite élargie et intensifiée, contre les militantes féministes, les militant.e.s LGBT, les syndicalistes, et parmi elles et eux, les jeunes en particulier.

Depuis le coup d'Etat du 25 juillet, ce sont aussi les opposant.e.s politiques, de gauche et islamistes, et les journalistes critiques, qui sont ciblé.e.s.

Les procès de Arroi et de nos camarades, c'est le procès de la révolution.

Arroi a couvert, en tant que journaliste, presque toutes les mobilisations qui ont eu lieu à Tunis depuis dix ans : presque tous les sit-ins, les rassemblements et les manifestations .

Presque toutes ces mobilisations exigeant du travail, la liberté et la dignité.`

Les procès de Arroi et de nos autres camarades, c'est le procès de la jeunesse révolutionnaire qui fait peur au pouvoir. C'est le procès d'une jeunesse forgée par la révolution, qui veut un changement radical. C'est le procès d'une nouvelle génération militante de gauche et d'extrême-gauche, pour qui la dignité n'est pas divisible, pour qui être révolutionnaire, c'est lutter à la fois contre le capitalisme et le patriarcat.

Arroi et nos autres camarades actuellement inculpé.e.s ont été très actives et actifs dans l'organisation du mouvement social de l'hiver passé.

Elles et ils ont commencé à construire des alliances entre les habitant.e.s des quartiers populaires, les féministes et les militant.e.s LGBT.

Pour la première fois, des supporters de foot ont manifesté à côté de féministes et de militant.e.s LGBT qui avaient leur propre identité politique.

Cette alliance a effrayé le pouvoir, un pouvoir qui a décidé de démanteler les deux conquêtes de la révolution : la liberté de s'organiser politiquement d'une part, la liberté d'informer d'autre part.`

Ces attaques brutales contre les espaces politiques que la révolution a arrachés ont une fonction précise : empêcher les classes populaires et moyennes de continuer à revendiquer des conditions de vie plus dignes, alors que les inégalités sociales et la pauvreté ont implosé.

C'est donc très important de se mobiliser ici pour organiser la solidarité avec nos camarades en Tunisie.

Pour leur redonner de la force parce que le pouvoir cherche à les épuiser.

Parce que chaque bataille gagnée contre l'autoritarisme et le patriarcat compte.

Et parce que la montée de l'autoritarisme et des fascismes n'est pas spécifique à la Tunisie

Merci à toutes les organisations qui nous ont soutenu.e.s, qui ont relayé l'appel et mobilisé, ici ou à Paris : les associations féministes, les associations de l'immigration, les partis de gauche et d'extrême-gauche, les syndicats ; ici à Lyon, les copines du Planning familial, les camarades du NPA et de Sud.

Merci à vous toutes et tous d'être venu.e.s.

**À bas le patriarcat, à bas le coup d'État et vive la solidarité internationale ! »**

A.K.

## « SAVE THE DATE - 30 novembre 2021

### Assemblée Générale Extraordinaire du Planning Familial 69 !

Le **mardi 30 novembre à partir de 18h30**, le Planning Familial du Rhône tiendra une **Assemblée Générale Extraordinaire**, au Palais du Travail de Villeurbanne.

L'objectif de ce temps est de proposer au vote des modifications de nos statuts associatifs. Ces changements sont issus des orientations prises nationalement au sein de notre confédération. Elles portent par exemple sur la durée des mandats pour les membres du Conseil d'Administration. Elles sont demandées à chaque association départementale du Planning Familial en vue du prochain Congrès national qui se tiendra à l'automne 2022.

Les adhérent-e-s de l'association recevront prochainement une invitation à cette AGE avec toutes les modalités pratiques et les propositions de modifications statutaires. Nous profiterons de ce moment pour partager les actualités associatives du moment !

*Petite info bonus dont on aura l'occasion de vous reparler : le prochain congrès national du Planning Familial programmé pour l'automne 2022 se tiendra dans les environs : il sera organisé par le Planning Familial de Saint Etienne ! À suivre... »*

---

## Contre les violences sexistes et sexuelles

Nous sommes des millions de femmes à avoir subi et à subir encore des violences sexistes et sexuelles qui nous pourrissent la vie.

Nous sommes des millions à avoir été victimes et avoir vu ces violences abîmer nos amies, nos sœurs, nos voisines, nos amoureuses, nos mères, nos enfants ou nos collègues.

Ces violences qui visent les femmes et les minorités de genre ne sont pas un hasard. Elles sont issues du patriarcat qui est un système inégalitaire fondé sur un rapport de domination des hommes sur les femmes. **Les violences sexistes et sexuelles s'inscrivent dans le continuum des violences c'est-à-dire que toutes les violences exercées à l'encontre des femmes et des minorités de genre sont inséparables les unes des autres.** Elles connaissent de nombreuses et diverses manifestations, allant du sexisme au quotidien aux violences conjugales, des violences psychologiques au harcèlement sexuel, du viol aux violences gynécologiques et obstétricales, des atteintes au droit à l'IVG aux stérilisations forcées... **Et elles s'exercent dans différentes sphères : dans la famille, dans le couple, au travail, et dans l'espace public.**

Elles touchent aussi les enfants, co-victimes des violences conjugales ou victimes de violences sexuelles telle que l'inceste par exemple. Ces violences s'imbriquent et se cumulent pour certaines personnes en raison de leur situation de handicap, de vulnérabilité, de leur âge, de leur origine sociale, de leur statut de migrantes, parce qu'elles sont lesbiennes ou bisexuelles, parce qu'elles/ils sont transgenre, intersexe, parce qu'elles sont autistes ou parce qu'elles sont racisées.

Le 25 novembre, est la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, **retrouvons-nous ensemble pour manifester et dénoncer ces violences :**

- le **samedi 27 novembre 14h place Bellecour à Lyon, manifestation et happening des Femmes en blanc de l'association Filactions**

- Mettons du **violet** et des messages contre ces violences à nos fenêtres : rubans, affiches, lumignons...

- Et diffusons sur les réseaux sociaux des messages contre ces violences et des informations sur les associations qui peuvent aider les victimes.

**Collectif Droits des Femmes 69**

\_\_\_\_\_ D'ébats féministes 32